

JO : et la parenthèse « enchantée » a pris fin

Article rédigé par *Liberté politique*, le 13 août 2024

Les Olympiades de Paris 2024 ont pris fin dimanche. Épreuves sportives mythiques, elles ont été mises, comme presque toujours, au service du régime en place. Pour le président, la fin des JO laisse la place à des jeux de pouvoirs pour lesquels il sera difficile de rafler la médaille d'or.

Le caprice présidentiel du début de l'été avait donné lieu à une dissolution inattendue juste avant les Jeux de Paris 2024. Un scrutin qui avait vu l'union des gauches arriver en tête avec moins d'un tiers des sièges après une alliance avec le centre macroniste à la faveur d'un « barrage républicain » contre le Rassemblement National. Le paysage parlementaire se trouve désormais clairsemé et la construction d'une majorité apparaît très compliquée.

Le président qui s'est montré très présent lors des Jeux Olympiques va donc devoir se remettre au travail et tenter de sortir les institutions d'une crise qui semble être faite pour durer au moins un an.

Plus encore que lors de l'annonce de la dissolution, le choix présidentiel d'organiser des élections législatives anticipées apparaît aujourd'hui incompréhensible. En effet, Emmanuel Macron aurait pu profiter d'un « effet JO ». Non pas que l'organisation ait été formidable mais le concert de louanges de la presse aux ordres en commençant par l'AFP, a permis de modeler l'opinion derrière l'idée que ces Jeux ont été historiques et finalement une « réussite ». Le simple racket d'un milliard quatre cents millions d'euros au contribuable français pour nettoyer la Seine devrait pourtant suffire à n'importe qui pour comprendre que cet événement a été un fiasco, et cela sans même tenir compte des très douteuses cérémonies d'ouverture et de clôture de la compétition.

En faisant sa dissolution en septembre, le président aurait pu jouer la carte olympique et sauver les meubles, il aurait aussi pu envisager de ne pas dissoudre et de préserver sa majorité faible qui avait le mérite d'être une majorité.

Désormais il faudra compter avec une Assemblée complètement fragmentée et des oppositions qui se sentent légitimes à gouverner sans pour autant disposer de majorité. Le chantage au Premier ministre du Nouveau Front Populaire ne devrait pas influencer le président mais pourra permettre à la gauche Insoumise d'électrifier la rue à grand renfort de victimisation sur l'air de « l'élection volée ».

Le RN, bloqué à l'Assemblée où il est privé de rôle institutionnel par la résurrection du front républicain renommé « barrage républicain », pourra se contenter de compter les points. Les Républicains sont quant à eux sollicités pour faire un gouvernement d'union avec le centre mais devraient se montrer dur en affaire à trois ans de la prochaine élection présidentielle qui se jouera sans Emmanuel Macron.

Le président semble plus que jamais victime de son propre caprice et au cœur d'un sac de nœud institutionnel indémêlable sinon à attendre un an et la prochaine dissolution. D'ici là, il peut se passer beaucoup de choses : attentats, révolte des banlieues, colère des agriculteurs...

Olivier Frèrejacques

Président de Liberté politique



13/08/2024 01:00